

Questions orales

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la Présidente, le premier ministre continue à dévoiler petit à petit ses plans économiques à l'extérieur de la Chambre. Pourtant, certains d'entre eux ont déjà été rejetés; par exemple, le projet pour les routes, que l'Ontario a attaqué cette semaine comme étant bien trop étroit et injuste parce qu'il n'accorderait qu'une aide limitée à cette province qui a perdu le plus grand nombre d'emplois dans cette récession.

Le gouvernement va-t-il accepter de prévoir une plus grande variété de projets d'amélioration de l'infrastructure dans le programme proposé, et va-t-il fournir à l'Ontario une plus grande part des ressources fédérales que les 15 p. 100 qui sont prévus actuellement?

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Mon collègue, le ministre des Finances fera une déclaration au début du mois prochain, le 2 décembre, pour rendre publiques les mesures que le gouvernement va prendre pour remédier à la situation actuelle.

À propos du projet concernant les routes, nous avons dit que nous sommes prêts à mettre au point avec les provinces une solution qui soit compatible avec une saine gestion des finances publiques. Nous ne pouvons pas faire autrement. Et si le déficit actif et des emprunts supplémentaires étaient la solution au chômage, l'économie de l'Ontario serait en plein essor, parce que c'est ce qu'a fait le gouvernement ontarien, mais la situation a empiré.

Il est important de dire aux Canadiens qui souffrent que les solutions ne sont pas faciles et que nous pouvons facilement faire empirer la situation si nous ne gérons pas bien nos affaires. Si nous voulons vraiment les aider, il faut que nous mettions de l'ordre dans nos affaires et que nous soyons sûrs que nous avons pris la bonne voie et que nous ne sommes pas dans une impasse. De nouveaux emprunts conduiraient à une hausse des taux d'intérêt; une augmentation de 1 p. 100 des taux d'intérêt coûterait au gouvernement 1,8 milliard de dollars de plus dont nous ne pourrions pas disposer pour les routes ou pour autre chose. C'est la triste réalité à laquelle nous faisons face.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la Présidente, en fait, le gouvernement fédéral a tellement accru son déficit que, sur chaque dollar de recettes fiscales, il doit consacrer 35c. au service de la dette, comparativement à 14c. en Ontario. C'est là une différence importante.

Des groupes écologiques se sont également élevés contre le programme d'amélioration des routes, affirmant que ce n'était pas la bonne façon de redonner du travail aux chômeurs.

Je voudrais demander au gouvernement s'il financera également une nouvelle initiative de création d'emplois écologiques pour appuyer l'accroissement de l'efficacité énergétique, de nouvelles activités de recyclage ainsi que la modernisation des services municipaux de traitement des des eaux et des déchets. Cette initiative permettrait de créer des milliers d'emplois et de donner un environnement beaucoup plus sain à tous les Canadiens.

L'hon. Gilles Loiseau (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): À mon avis, la différence entre notre déficit et celui de l'Ontario revêt une grande importance. Notre déficit ne découle pas de dépenses supplémentaires engagées par le gouvernement, car il a maîtrisé ses dépenses. Il est attribuable à l'accroissement du chômage et à une diminution des recettes, et non pas à une augmentation des dépenses, comme c'est le cas en Ontario. Il y a là une grande différence.

Quant au financement, proposez-vous que nous empruntions davantage d'argent? Les Canadiens sont extrêmement inquiets de la situation d'endettement dans laquelle nous nous trouvons, ainsi que du coût de nos programmes et de la menace qui pèse sur eux. Si le député veut qu'on maintienne au Canada de bons programmes sociaux et une capacité d'aider ceux qui en ont besoin, il doit veiller à ce que nous ne dépensions pas tout l'argent pour des projets de ce genre.

* * *

LES TRANSPORTS

M. George S. Rideout (Moncton): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Il n'y a plus de trains à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard, et le gouvernement a abandonné la ligne de Sydney à Truro. Maintenant, le CP veut abandonner toutes les lignes à l'est de Sherbrooke. Il n'y aura bientôt plus de trains dans toutes les provinces atlantiques.

La Transcanadienne n'est qu'une route à deux voies en très mauvais état, et la Commission royale sur le transport des voyageurs parle de «faire payer l'utilisateur».

Est-ce que le ministre pourrait expliquer comment faire payer l'utilisateur si celui-ci n'a pas les moyens de voyager au Canada atlantique même s'il a de l'argent?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Madame la Présidente, je suis sûr que le député, que je sais fort responsable, voudra corriger ce qu'il a dit. Le gouvernement du Canada a conclu une entente avec le gouvernement de Terre-Neuve en vertu de laquelle le train était